

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1755

16 juillet 2015

SOMMAIRE

Brico Center Schaack s.à.r.l.	84203	Sandton Holdings III (Luxembourg) S.à r.l.	84194
China Designer Outlet Mall S.A.	84237	Schlossberg Holding S.A.	84202
Compagnie Immobilière d'Investissements Group S.A.	84205	Schroder Investment Management (Luxem- bourg) S.A.	84202
Falcon Investor S.à r.l.	84197	Selector Management Fund	84221
Galente S.A.	84199	Silver Lake Holdings S.à r.l.	84194
General Mills Luxembourg Finance S.à r.l. ...	84198	Simpro - Cos	84202
Geraud S.A.	84197	Skyway Logistics S.à r.l.	84200
German Mittelstand Equipment Finance No.1 S.A.	84198	Slate Investments S.à r.l.	84200
Grillonaire SPF	84199	Société Luxembourgeoise de Couverture S. à r.l.	84209
Gurkha S.à r.l.	84198	Society Objects S.A.	84199
Hayfin Opal Luxco 1 S.à r.l.	84237	Sofidecor S.A.	84196
Ivy Global Investors Fund	84221	Sogeho International S.A.	84202
JFI Holdings S.A.	84196	Solna Invest S.à r.l.	84212
Juman S.A.	84239	Solna Invest S.à r.l.	84194
Jupiter Merlin Funds	84238	Sport Exchange Holdings S.A.	84200
Kekri	84238	Spree Wohnen 1 S.à r.l.	84201
Kenvinsa S.A.	84239	Sunrise Communications Holdings S.A.	84195
KSB Finanz S.A.	84238	Sunset S.à r.l.	84196
Leudelage Fund	84240	Suomi Power Networks Luxembourg S.à r.l.	84195
L.W.A. Financial Engineering SPF, S.A.	84197	SVENSKA HANDELSBANKEN AB (publ), Luxembourg Branch	84208
Olinvest	84204	Sweet Inn Lux Sàrl	84195
Orangefield (Luxembourg) S.A.	84237	Syniverse Technologies S.à r.l.	84201
QSAM	84194	T.C. Toitures S.à r.l.	84234
REComm Sarl Mainz IFA3 SCS	84236	The Jupiter Global Fund	84239
Safeway Properties S.A.	84200		
Safeway Properties S.A.	84201		
SAF-Holland S.A.	84195		
Samanco S.A., SPF	84201		

QSAM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 88.790.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015074796/9.
(150084859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Solna Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 196.902.

EXTRAIT

Il est à noter que le nom et prénom d'un des gérants de catégorie A s'écrit comme suit: Nicklas Leif Ola Lindberg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015077320/11.
(150088095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Sandton Holdings III (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 275.000,00.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 184.128.

EXTRAIT

L'adresse de Madame Myriam Francq, gérante de la Société, a été changée et est désormais comme suit:
3, rue de la Loge, L-1945 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015074828/13.
(150084983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Silver Lake Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.700,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 191.726.

En date du 21 avril 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Christian Idczak, du poste de gérant de catégorie A avec effet au 22 Avril 2015;
- Nomination de Mr Alexei Lakomkin, né le 20 janvier 1968 à Vichnevogorsk, Russie, ayant pour adresse privé 50, Rue Glesener, L-1630 Luxembourg, au poste de gérant de catégorie A pour une durée indéterminée et avec effet au 23 Avril 2015;
- Démission de Mr Martin Paul Galliver, du poste de gérant de catégorie B avec effet au 22 Avril 2015;
- Nomination de Ms Andrea Smekalova, née le 10 Octobre 1984 à Trencin, Slovaquie, ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au poste de gérant de catégorie B pour une durée indéterminée et avec effet au 23 Avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silver Lake Holdings S.à r.l.
Johannes L. de Zwart
Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2015074831/21.
(150085345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

SAF-Holland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 113.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015077336/10.

(150088004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Sunrise Communications Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 155.672.

Les comptes consolidés au 01/01/2014 – 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077328/10.

(150087512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Suomi Power Networks Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.340.707,14.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 176.777.

Suite à une cession de parts intervenue le 30 avril 2015, il est porté à la connaissance de tiers que:

- CFS Global Diversified Infrastructure Fund a transféré la totalité de ses parts du capital social de la Société, soit 34,070,714 parts sociales, à Butterfield Trust (Cayman) en tant que trustee de Global Diversified Infrastructure Fund (International), ayant son siège social au 68 Fort Street, Grand Cayman KY1-1107, Iles Caïmanes et immatriculée sous le numéro 273590 auprès du Registre des Iles Caïmanes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gwenaëlle Cousin

Gérant A

Référence de publication: 2015077331/16.

(150087600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Sweet Inn Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 184.997.

Extrait des décisions de l'associé unique en date du 21 mai 2015

L'associé unique décide:

- d'acter la démission de Monsieur Stéphane BIVER de son mandat de gérant de la société avec effet au 19 mai 2015;
- d'approuver la nomination de Monsieur Jean-Luc Clause, né à Dudelange (Luxembourg) le 02 décembre 1969, demeurant professionnellement à L - 2330 Luxembourg, Boulevard de la Pétrusse, 128, à la fonction de gérant de la société.

Sa nomination prend effet au 19 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015077334/18.

(150088143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Sofdecor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 37.580.

Le bilan au 30 septembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015077377/12.

(150088296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

JFI Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 174.725.

*Extrait de l'assemblée générale des actionnaires de la société tenue à son siège social en date du 27 avril 2015 à 17 heures
(HNEC)*

L'Assemblée décide de nommer la personne suivante en qualité d'administratrice de la Société:

- Mme Davina Ho, née le 31 décembre 1985 à Laxou, France, demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg,

et ce avec effet au 1^{er} mai 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2019 appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice social qui sera clos le 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077803/15.

(150088891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Sunset S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 49.287,71.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 104.817.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des associés de la Société en date du 19 mai 2015 que:

- Monsieur Stefan Germanus Maria Josef Oostvogels a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 7 mai 2015.

- Monsieur Iain Parham a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 19 mai 2015.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

Madame Emanuela Brero,

Monsieur Pierre Denis

Monsieur Michael David Cook Smith

Monsieur François Pfister

Madame Delphine Tempé

Monsieur Steven Frederic Koltes

Monsieur Mark Alain Ross Grizzelle

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 mai 2015.

Pour la société

Signature

Un gérant

Référence de publication: 2015077330/26.

(150088386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Falcon Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 118.864.

Extrait des résolutions des gérantes prises par voie circulaire en date du 18 mai 2015

Les gérantes de la Société a décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la Société du 5, Rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, vers le 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg avec effet au 30 avril 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Falcon Investor S.à r.l. (en liquidation)

Référence de publication: 2015076845/13.

(150088680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Geraud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 106.926.

Décisions des administrateurs de la société

Résolution:

Les Administrateurs décident à l'unanimité de transférer le siège social de la Société au 44, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg avec effet au 20 mars 2015.

Pour copie conforme

Koen LOZIE / J-P. AUGUSTE

Administrateur B / Administrateur A

Référence de publication: 2015077752/14.

(150089029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

L.W.A. Financial Engineering SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 165.775.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mai 2015

Résolutions:

L'Assemblée décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

L'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat, comme nouveaux Administrateurs:

- Monsieur Denis Callonego, employé privé, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration;

- Monsieur Patrick Haller, employé privé, demeurant professionnellement au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, en qualité d'Administrateur;

- Madame Audrey Petrini, employée privée, demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité d'Administrateur.

Le mandat des Administrateurs ainsi nommés viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018.

L'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat, comme nouveau Commissaire aux Comptes, la société:

- International Corporate Services (Luxembourg) S.à.r.l., ayant son siège social au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107 093.

Le mandat du Commissaire aux Comptes ainsi nommé, viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L.W.A. Financial Engineering SPF, S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015077821/27.

(150088931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

General Mills Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.229.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mai 2015.

General Mills Luxembourg Finance S.à r.l.

Fabrice Rota

Gérant A

Référence de publication: 2015076876/14.

(150088508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Gurkha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 182.744.

Extrait rectificatif du dépôt n° L150079287 daté du 11 mai 2015

En date du 8 mai 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1) La nomination de M. Markus Leininger, avec adresse personnelle au 226A, route d'Arlon L-8010 Strassen, en tant que gérant est acceptée avec effet au 1^{er} mai 2015 et pour une durée indéterminée.

2) La nomination de Mme Richel van Weij, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant que gérant est acceptée avec effet au 1^{er} mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015076884/15.

(150088181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

German Mittelstand Equipment Finance No.1 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 168.624.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 19 mai 2015:

- Mons. Graeme Jenkins, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mons. Daniel Bley, avec effet au 19 mai 2015.

- Le nouveau mandat de Mons. Graeme Jenkins prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

- Mme. Laurie Domecq, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Marion Fritz, avec effet au 19 mai 2015.

- Le nouveau mandat de Mme. Laurie Domecq prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

- Mons. Kailash Ramassur, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme. Anja Wunsch, avec effet au 19 mai 2015.

- Le nouveau mandat de Mons. Kailash Ramassur prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015076877/25.

(150088030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Grillionaire SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 165.450.

—
Extrait de décision du conseil d'administration du 20 avril 2015

Résolution unique

Le conseil d'administration a nommé d'ISOSTRESS S.à r.l., ayant son siège social au 29, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, inscrit au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 128503, en tant que Commissaire aux Comptes, avec effet immédiat, jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22/05/2015.

Référence de publication: 2015076883/14.

(150087568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Galente S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 60.862.

—
Extrait des résolutions adoptées par les actionnaires de la société en date du 21 mai 2015:

- Le mandat d'administrateur de Keimpe Reitsma, Deborah Buffone et Sofia Silva a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.

- Le mandat de Commissaire aux Comptes de TSM Services (Luxembourg) S.à r.l. a été renouvelé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2021.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015076885/16.

(150087653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Society Objects S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.968.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société Society Objects S.A., qui s'est tenue extraordinairement en date du 26 mai 2015 au siège social que:

Le siège social de la société a été transféré de son siège actuel au 11 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec effet au 26 mai 2015.

M. Gilles Wecker avec adresse professionnelle au 11, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg a été nommé administrateur de la société avec effet au 26 mai 2015 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2021 en remplacement de Mme Charlotte Lahaije-Hultman démissionnaire avec effet au 26 mai 2015.

M. Anton Baturin avec adresse professionnelle au 11 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg a été nommé administrateur de la société avec effet au 26 mai 2015 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2021 en remplacement de M. Peter Lundin démissionnaire avec effet au 26 mai 2015.

M. Andrew Mann, avec adresse professionnelle au 20, boulevard Princesse Charlotte, MC-98000 Monaco a été nommé Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 26 mai 2015 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2021 en remplacement de Viscomte S.à r.l. démissionnaire avec effet au 26 mai 2015.

Pour extrait conforme

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2015078019/24.

(150088992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Slate Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 142.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mai 2015.

Référence de publication: 2015077993/10.

(150089346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Safeway Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR
1, rue Joseph Hackin
L-1746 Luxembourg
Signatures

Référence de publication: 2015078004/13.

(150089122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Sport Exchange Holdings S.A., Société Anonyme Holding.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 77.546.

Extrait des résolutions prises par le seul actionnaire de la Société en date du 29 avril 2015

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Diogo Alves de son administrateur avec effet au 04 mars 2015.
- Monsieur Vito Marinelli, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, né le 07 août 1976 à Luxembourg, est nommé en tant que administrateur en remplacement de Monsieur Diogo Alves, démissionnaire, avec effet au 29 avril 2015. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Luxembourg, le 29 avril 2015.

Sport Exchange Holdings S.A.

Référence de publication: 2015077995/15.

(150089327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Skyway Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 123.445.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 15 janvier 2015

L'Assemblée constate et approuve la démission de M. Gil Maman de son poste de gérant à compter du 31 décembre 2014.

L'Assemblée constate et approuve la modification de l'adresse de siège social selon les dispositions suivantes:

- Le siège social est établi au L-8008 STRASSEN, 130, Route d'Arlon

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SKYWAY LOGISTICS

Un mandataire

Référence de publication: 2015078015/16.

(150088974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Samanco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 168.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015077339/9.

(150088239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Spree Wohnen 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.992.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Spree Wohnen 1 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015077996/11.

(150089291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Syniverse Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.914.250,00.

Siège social: L-5326 Contern, 15, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 89.824.

Il résulte du projet de fusion en date du 1^{er} janvier 2015 que:

WP Roaming III S.à r.l. ayant son siège social au 15, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern détient la totalité (76570) des parts sociales de la société.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015078003/14.

(150089256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Safeway Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.611.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 26 mai 2015 à 15.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de ratifier la nomination de Monsieur Jean-Charles THOUAND et de renouveler les mandats d'Administrateurs de M. Jean-Charles THOUAND, M. Koen LOZIE, et de la société JALYNE SA., 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Kennedy, représentée par M. Jacques BONNIER, 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Kennedy, pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2015.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler au poste de Commissaire aux Comptes la société THE CLOVER, Société Anonyme, pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2015.

Pour copie certifiée conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015078005/20.

(150089142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Schlossberg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 125.037.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015078007/9.

(150089195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 37.799.

EXTRAIT

Au 14 mai 2015 Mr Marco Zwick a donné sa démission en tant que administrateur de la société Schroder Investment Management (Luxembourg) S.A..

Luxembourg, le 26 mai 2015.

Nathalie Wolff-Steinmetz.

Référence de publication: 2015078008/11.

(150088829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Sogeho International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 69.904.

En application de la loi du 28 juillet 2014, le Conseil d'Administration décide de nommer pour une durée indéterminée avec effet au 23 mars 2015 la société d'expertise-comptable Esperia Luxembourg S.à r.l., 94A, boulevard de la Petrusse, L-2320 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg: B166905 en tant que dépositaire des actions au porteur émises par la Société.

La présente nomination pourra être révoquée pour juste motif ou sans motif.

Luxembourg, le 27/05/2015.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2015078020/13.

(150089059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Simpro - Cos, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3322 Fennange, 59, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.065.

Assemblée générale extraordinaire de SIMPROCOS S.à r.l. du 27 avril 2015

Sont présents:

- M. Martel Michel
- M. Martel André
- M. RAMA Jakup
- M. RAMA Fatmir

Agissant en leur qualité d'associés, se réunissent en assemblée générale extraordinaire de SIMPROCOS S.à r.l. immatriculée B 139.065, à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et prennent sur ordre du jour conforme et à l'unanimité la résolution suivante:

- Ils décident de transférer le siège social de Bettembourg L-3258, 17 rue Fernand Mertens à Fennange, L-3322, 59 route d'Esch

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

M. Martel Michel / M. RAMA Jakup / M. Martel André / M. RAMA Fatmir

Associé Gérant technique / Associé Gérant administratif / Associé / Associé

Référence de publication: 2015078013/21.

(150089220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.

Brico Center Schaack s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9540 Wiltz, 2B, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 96.257.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le sept mai.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Ernest SCHAACK, employé privé, né à Wiltz, le 4 septembre 1956, demeurant à L-9545 Wiltz, 4, Rue du Genêt.

Lequel comparant, présent ou tel que représenté a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1) Qu'il est devenu propriétaire de la totalité des parts de la société à responsabilité limitée «BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l.» avec siège social à L-9540 Wiltz, 2b, Avenue de la Gare, suite à une cession de parts sociales sous seing privé datée de ce jour.

2) Qu'il est donc l'associé unique de la société à responsabilité limitée «BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l.», ayant son siège à L-9540 Wiltz, 2b, Avenue de la Gare, constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 19 août 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 304 en 1988, et dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

3) Que la société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 96.257.

Que le capital social de la Société est de trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (30.986,69.- EUR) entièrement libéré, divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de trois cent neuf euros quatre-vingt-sept cents (309,87- EUR) chacune.

4) Qu'en tant qu'associé unique il décide de procéder à la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l. avec effet immédiat;

Que la société ne possède pas d'immeuble ni de parts d'immeubles

5) Qu'il décide d'acter la démission du gérant et lui donne décharge pour sa gestion jusqu'à ce jour.

6) Qu'il déclare avoir pleine connaissance des statuts et connaître parfaitement la situation financière de la société à responsabilité limitée BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l..

Qu'il approuve la situation financière et le bilan arrêté au 31 décembre 2014.

Les comptes annuels de ladite société resteront, après avoir été signés «NE VARIETUR» par le comparant et le notaire instrumentant, annexés au présent acte avec lequel ils seront formalisés.

Que la société à responsabilité limitée BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l. est dissoute par l'effet de sa volonté, qu'elle cessera d'exister avec effet ce jour, qu'exerçant les droits attachés à la propriété de toutes les parts, il est investi de tout l'avoir actif et passif de la société dont il accepte expressément de recueillir les biens et de prendre en charge les dettes en nom personnel de manière illimitée et que la liquidation de la société à responsabilité limitée BRICO CENTER SCHAACK s.à.r.l. se trouve ainsi immédiatement et définitivement clôturée.

Qu'il décide que les livres et documents sociaux de la société dissoute seront déposés à L-9545 Wiltz, 4, Rue du Genêt, où ils seront conservés pendant cinq années.

Pour le dépôt et la publication à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cent quarante euros (940,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Schaack E., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 08 mai 2015. Relation: DAC/2015/7633. Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075173/53.

(150086741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Olinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-5751 Frisange, 65, rue Robert Schuman.

R.C.S. Luxembourg B 131.896.

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE DOUZE MAI.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «OLINVEST», avec siège social à L-5751 Frisange, 65, rue Robert Schuman, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 131896 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Urbain THOLL, notaire de résidence à Mersch, en date du 12 septembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2380 du 22 octobre 2007. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Carlo WERSANDT, de résidence à Luxembourg, en date du 17 décembre 2013 publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 910 du 6 avril 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Virginie KLOPP, employée, demeurant professionnellement à 6, Rue d'Arlon L-8399 Windhof,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, employé, demeurant professionnellement au 39, Boulevard Joseph II, à L-1840 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Virginie KLOPP prénommée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Constater que les actions sont toutes nominatives.

2) Modifier en conséquence l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros, représenté par mille (1.000) actions, d'une valeur nominale de trente et un (31,-) euros chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société et y pourra être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Le droit de propriété sur les actions de l'actionnaire en nom s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat, qui devra être signé par deux membres du conseil d'administration, constatera cette inscription et sera délivré sur demande à l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.»

3) Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale prend note que les mille (1.000) actions ayant une valeur nominale de trente-et-un euros (31 EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la société, sont toutes sous forme nominative.

Le registre des actionnaires est déposé sur la table du bureau de l'assemblée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros, représenté par mille (1.000) actions, d'une valeur nominale de trente et un (31,-) euros chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société et y pourra être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Le droit de propriété sur les actions de l'actionnaire en nom s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat, qui devra être signé par deux membres du conseil d'administration, constatera cette inscription et sera délivré sur demande à l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire du comparant ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. KLOPP, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15129. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015077193/79.

(150087675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Compagnie Immobilière d'Investissements Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 73.191.

L'AN DEUX MILLE QUINZE, LE ONZE MAI,

par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée «COMPAGNIE MOBILIERE D'INVESTISSEMENTS GROUP S.A.», en abrégé «CO.MO.I. GROUP S.A.», ayant son siège social aux 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B73191, (la «Société»),

constituée suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 14 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 131 du 9 février 2000 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 avril 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Marco LAGONA, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Ekaterina DUBLET, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Marco LAGONA, prénommé.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Suppression du capital autorisé existant.

2. Instauration d'un nouveau capital autorisé d'un montant global de EUR 15.000.000 (quinze millions d'euros) pour porter le capital social souscrit à EUR 30.000.000 (trente millions d'euros), avec émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, à souscrire à concurrence de 500.000 (cinq cent mille) actions par les actionnaires existant et à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions par des investisseurs tiers intéressés et autorisation à donner au conseil d'administration de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires pour la souscription réservée à des investisseurs tiers intéressés, et d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé.

3. Modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 15.000.000 (quinze millions d'euros) représenté par 1.500.000 (un million cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, fixé au montant global de EUR 15,000,000 (quinze millions d'euros) pour porter le capital social souscrit à EUR 30.000.000 (trente millions d'euros), avec émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, à souscrire à concurrence de 500.000 (cinq cent mille) actions par les actionnaires existant et à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions par des investisseurs tiers intéressés.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 11 mai 2020, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations convertibles ou non.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre pour la souscription réservée à des investisseurs tiers intéressés, comme décrit ci-avant.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.»

4. Modification du dernier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société, lequel se lira dorénavant comme suit:

«La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Dans le cas des actions au porteur, celles-ci sont déposées auprès d'un dépositaire nommé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, ceci conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

5. Modification de l'article 13 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant le teneur suivante:

«Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.»

6. Modification de l'article 19 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant le teneur suivante:

«Pour être admis aux assemblées générales, les actionnaires détenant les titres au porteur doivent présenter un certificat constatant toutes les inscriptions leur concernant et l'immobilisation de ses titres délivré par le dépositaire.»

7. Fixation de la date de l'assemblée générale annuelle statutaire au dernier mercredi du mois d'avril de chaque année à 15:30 heures.

8. Modification afférente du premier paragraphe de l'article 20 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant le teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le dernier mercredi du mois d'avril de chaque année à 15:30 heures.»

9. Modification afférente du deuxième paragraphe de l'article 23 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant le teneur suivante:

«Il sera obligé de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.»

B) Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que toutes les 1.500.000 (un million cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, toutes émises sous forme nominative et représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées et que les

actionnaires présents ou représentés déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalable à cette Assemblée; aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de supprimer le capital autorisé existant.

Deuxième résolution

L'Assemblée, après avoir pris connaissance du rapport spécial du conseil d'administration de la Société du 4 mai 2015, prévu par l'article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, décide d'instaurer un nouveau capital autorisé d'un montant global de EUR 15.000.000 (quinze millions d'euros) permettant porter le capital social souscrit de la Société à EUR 30.000.000 (trente millions d'euros), avec émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, à souscrire à concurrence de 500.000 (cinq cent mille) actions par les actionnaires existant et à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions par des investisseurs tiers intéressés, et accorde au conseil d'administration l'autorisation de limiter et même de supprimer le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires pour la souscription à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions réservée à des investisseurs tiers intéressés. Le conseil sera encore autorisé d'émettre des obligations convertibles ou non dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé. L'Assemblée décide de fixer la date d'échéance du capital autorisé au 11 mai 2020.

Le rapport spécial du conseil d'administration restera annexé au présent acte.

Troisième résolution

L'Assemblée décide, suite aux résolutions qui précèdent, de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 15.000.000 (quinze millions d'euros) représenté par 1.500.000 (un million cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, fixé au montant global de EUR 15,000,000 (quinze millions d'euros) permettant porter le capital social souscrit à EUR 30.000.000 (trente millions d'euros), avec émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune, à souscrire à concurrence de 500.000 (cinq cent mille) actions par les actionnaires existant et à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions par des investisseurs tiers intéressés.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 11 mai 2020, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations convertibles ou non.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre pour la souscription à concurrence de 1.000.000 (un million) d'actions réservée à des investisseurs tiers intéressés, comme décrit ci-avant.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le dernier alinéa de l'article 6 des statuts de la Société, lequel, remplacé par les trois nouveaux alinéas, se lira dorénavant comme suit:

«La société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Ces certificats seront signés par deux administrateurs.

Dans le cas des actions au porteur, celles-ci sont déposées auprès d'un dépositaire nommé par l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, ceci conformément à l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui est délivré par le dépositaire. Le transfert des actions au porteur ne pourra se faire qu'en accord avec les dispositions de l'article 42 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 13 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Il peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 19 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Pour être admis aux assemblées générales, les actionnaires détenant les titres au porteur doivent présenter un certificat constatant toutes les inscriptions leur concernant et l'immobilisation de ses titres délivré par le dépositaire.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de fixer la date de l'assemblée générale annuelle statutaire au dernier mercredi du mois d'avril de chaque année à 15:30 heures et modifie par conséquent le premier paragraphe de l'article 20 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le dernier mercredi du mois d'avril de chaque année à 15:30 heures.»

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 23 des statuts de la Société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«Il sera obligé de convoquer une assemblée générale chaque fois qu'un groupe d'actionnaires représentant au moins un dixième du capital souscrit, le demandera par écrit, en indiquant l'ordre du jour.»

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connu du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdites personnes ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. LAGONA, E. DUBLET, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15124. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015076683/184.

(150087644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

SVENSKA HANDELSBANKEN AB (publ), Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 39.099.

Les pouvoirs de signature définis par les représentants permanents en date du 22 avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015077397/11.

(150087886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

S.L.C. S.à r.l., Société Luxembourgeoise de Couverture S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 161, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 197.000.

—
STATUTS

L'an deux-mille quinze, le dix-huit mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Allan MANCINI, couvreur, né le 5 juin 1981 à Algrange (France), demeurant au 70E, rue de Verdun, FR-57650 FONTOY;

2. OPTIMA AND PARTNERS INVESTMENT S.À R.L., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois constituée le 30 juin 2014, établie et ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, 11, Avenue Guillaume, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 189.242, ici représentée par son gérant unique Monsieur Sébastien LAUZIN.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Société. Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la réalisation de charpentes, de travaux de couvertures, de zinguerie, d'étanchéité et d'isolation. Elle pourra également réaliser tous travaux de réfection ou de rénovation en rapport direct ou indirect avec ses activités de couverture.

Elle pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle exercera son activité tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituées pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de SOCIÉTÉ LUXEMBOURGEOISE DE COUVERTURE S.À R.L., en abrégé S.L.C. S.À R.L.

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi dans la commune de Strassen.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en mille (1.000) parts sociales de douze euros cinquante (EUR 12,50) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Modifications. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Parts. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Indivision des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Cessions de parts. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé. En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. Dissolution. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. Engagement. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Conseil de gérance. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Responsabilités. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. Décisions. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Assemblée générale. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième lundi du mois de juin de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Année fiscale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Comptes. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Bénéfices. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants pré-qualifiés, déclarent souscrire les mille (1.000) parts sociales comme suit:

1.- Monsieur Allan MANCINI, pré qualifié	150
2.- OPTIMA AND PARTNERS INVESTMENT S.À R.L., pré qualifiée	850
Total: mille (1.000) parts sociales	1.000

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants, pré qualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués ensuite en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre de gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Sébastien LAUZIN, gérant de sociétés, né le 7 décembre 1975 à Hayange (France), demeurant professionnellement au 161, rue du Kiem L-8030 Strassen.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée au 161, rue du Kiem L-8030 Strassen.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Mancini, S. Lauzin, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 mai 2015. Relation: EAC/2015/11230. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Amédée SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 20 mai 2015.

Jean Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015077369/160.

(150087942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Solna Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 196.902.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of May.

Before us, Maître Jacques Kessler, notary residing at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Skanska Central Europe Holding B.V, a private limited liability company (Besloten Vennootschap) incorporated under the law of the Netherlands, having its registered office at Herikerbergweg 206, Luna Arena 5th fl., 1101 CM Amsterdam (the Netherlands), registered with the Netherlands Chamber of Commerce under number 34146713,

here represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing in Schouweiler, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "Solna Invest S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member

(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the “Managers Circular Resolutions”), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has (have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2015.

Subscription and Payment

Skanska Central Europe Holding B.V, pre-named, subscribes all the twelve thousand and five hundred (12,500) corporate units.

The amount of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a.- Niklas Leif Ola Lindberg, born in Eriksfält (Sweden), on November 8, 1974, residing at Moravägen 13, 167 75 Bromma, Sweden, as category A manager of the Company.

b.- Agata Izabella Skowronska-Domanska, born in Warsaw (Poland), on February 5, 1975, residing at Wyczólki 25, 02-820 Warsaw, Poland, as category A manager of the Company.

c.- Ariane Klaps, born in Bree (Belgium), on 28 September 1977, with professional address at 46A Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as category B manager of the Company

d.- Nerea Jiménez Nazabal, born in Palmas de Gran Canaria (Spain), on 10 February 1978, with professional address at 46A Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as category B manager of the Company.

2. The registered office of the Company is set at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Pétange, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze mai.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Skanska Central Europe Holding B.V, une société à responsabilité limitée (Besloten Vennootschap) constituée sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Herikerbergweg 206, Luna Arena 5th fl., 1101 CM Amsterdam (Pays-Bas), enregistrée au Registre de la Chambre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro 34146713,

ici représentée par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, demeurant à Schouweiler, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établit ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "Solna Invest S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en toute circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et Libération

Skanska Central Europe Holding B.V, prénommée, souscrit toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a.- Niklas Leif Ola Lindberg, né à Eriksfalt (Suède), le 8 novembre 1974, demeurant au Moravägen 13, 167 75 Bromma, Suède, comme gérant de catégorie A de la Société.

b.- Agata Izabella Skowronska-Domanska, né à Varsovie (Pologne), le 5 février 1975, demeurant à Wyczółki 25, 02-820 Varsovie, Pologne, comme gérant de catégorie A de la Société.

c.- Ariane Klaps, née à Bree (Belgique), le 28 Septembre 1977, demeurant au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) comme gérant de catégorie B de la Société.

d.- Nerea Jiménez Nazabal, né à Palmas de Gran Canaria (Espagne), le 10 Février 1978, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) comme gérant de catégorie B de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, FAIT ET PASSÉ à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 mai 2015. Relation: EAC/2015/11085. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015074833/520.

(150085439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

**Ivy Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Selector Management Fund).**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.306.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fourth day of June;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "SELECTOR MANAGEMENT FUND", a Luxembourg société anonyme qualifying as a "société d'investissement à capital variable" subject to the provisions of Part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments, as amended, having its registered office at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the number B 83.306 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of M^e Frank BADEN, then notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 13 August 2001 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 740 on 8 September 2001. The Articles were last amended pursuant to a deed of M^e Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 14 December 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 795 on 22 April 2011.

The Meeting begins at 2.00 pm CET, with Mr François LEYNEN, private employee, residing professionally in Mamer, in the chair (the "Chairman").

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs Armelle MOULIN, private employee, and as scrutineer of the Meeting Mrs Charlotte BLEY, private employee, both residing professionally in Mamer.

The Chairman then states that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the members of the bureau, the shareholders present and the proxies of the shareholders represented. The said list initialled “ne varietur” by the members of the bureau and the proxies of the represented shareholders will be annexed to and be registered with this deed.

II. A first extraordinary general meeting was convened for 19 May 2015 and could not validly deliberate and vote on the proposed agenda due to lack of quorum.

III. This second meeting was convened by convening notices, containing the agenda, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1331 of May 22, 2015 and number 1434 of June 8, 2015 and in the newspapers Le Quotidien and Luxemburger Wort of May 22, 2015 and June 8, 2015.

IV. As appears from the said attendance list, out of 155,509.834 outstanding shares, 64,402.764 shares are present or represented at the Meeting.

V. The Meeting is duly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda which is as follows:

1. To resolve, with effect as of 1 July 2015, to change the name of the Company to “Ivy Global Investors Fund” and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) accordingly.

2. To resolve, with effect as of 1 July 2015, to amend article 4 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 4. Object.** The exclusive object of the Company is to invest the funds at its disposal in various transferable securities, money market instruments and other authorized assets, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its portfolio. The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law of 2010.”

3. To resolve, with effect as of 1 July 2015, to amend articles 2, 5 to 20, 22 to 27, 29 to 34 of the Articles, to remove the French translation of the Articles and to restate the Articles.

The Meeting then unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves, with effect as of 1 July 2015, to change the name of the Company to “Ivy Global Investors Fund” and to amend article 1 of the Articles accordingly in order for it to read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There exists among the subscribers and all those who shall subsequently become shareholders a “société anonyme” operating in the form of a “société d’investissement à capital variable, SICAV” bearing the name of “Ivy Global Investors Fund” (the “Company”). The Company is subject to the provisions of Part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments as amended (the “Law of 2010”).”

Second resolution

The Meeting resolves, with effect as of 1 July 2015, to amend article 4 of the Articles in order for it to read as follows:

“ **Art. 4. Object.** The exclusive object of the Company is to invest the funds at its disposal in various transferable securities, money market instruments and other authorized assets, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its portfolio. The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law of 2010.”

Third resolution

The Meeting resolves, with effect as of 1 July 2015, to amend articles 2, 5 to 20, 22 to 27, 29 to 34 of the Articles, to remove the French translation of the Articles and to restate the Articles in order for them to read as follows:

“Section 1. Name - Registered Office - Duration - Object of the Company

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who shall subsequently become shareholders a “société anonyme” operating in the form of a “société d’investissement à capital variable, SICAV” bearing the name of “Ivy Global Investors Fund” (the “Company”). The Company is subject to the provisions of Part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments as amended (the “Law of 2010”).

Art. 2. Registered Office. The registered office is established in the municipality of Mamer, Grand Duchy of Luxembourg (the “Registered Office”).

The Registered Office of the Company may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (the “Board of Directors”). For the purpose of transferring the Registered Office within the Grand Duchy of Luxembourg, the Board of Directors is empowered and instructed to take any requisite action, including amending these articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”), it being understood that, for the avoidance of doubt, no resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles of Incorporation will be required.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the Board of Directors should consider that extraordinary events should arise or appear imminent of a political or military nature such as may compromise ordinary operations at the Registered Office or smooth communication with such registered office or from such registered office to locations abroad, the Board of Directors may temporarily transfer the registered office abroad until complete cessation of the abnormal circumstances in question; such temporary measure shall not however have any effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Company of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period. It may be dissolved by a decision of the General Meeting of Shareholders ruling as on matters of amendment to the Articles of Incorporation.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds at its disposal in various transferable securities, money market instruments and other authorized assets, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its portfolio. The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of Part I of the Law of 2010.

Section 2. Share Capital - Features of shares

Art. 5. Share Capital - Sub-Funds of assets according to share category. The share capital of the Company shall at all times be equal to the equivalent in USD of the net assets of the sub-funds combined of the Company as defined at article 12 of the Articles of Incorporation.

The minimum capital of the Company shall at all times be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The shares to be issued may, in accordance with article 8 of the Articles of Incorporation, and as the Board of Directors shall elect, fall within various categories corresponding to separate sub-funds comprising the Company's assets.

The proceeds of all share issues in a specific category shall be invested in various securities and other assets in the sub-fund corresponding to such category of shares, according to the investment policy determined by the Board of Directors for the given sub-fund, and taking account of the investment restrictions imposed by the law and regulations and those adopted by the Board of Directors.

Art. 6. Classes of shares. For each sub-fund, the Board of Directors may decide to create one or several classes of share, the assets of which shall be invested according to the specific investment policy of the sub-fund in question, and with regard to which respective classes a special structure for selling commission and redemption commission, a special structure for consultancy or management commission, or a different distribution policy shall be applied (distributing and non-distributing shares).

- A distributing share is a share, which in principle confers upon its holder the right to receive a dividend in cash.

- A non-distributing share is a share that in principle does not confer upon its holder the right to receive a dividend.

The shares of the various classes shall confer upon their holders the same rights, in particular with regard to voting rights at general meetings of shareholders as defined in articles 23 sqq. of the Articles of Incorporation (the "General Meeting"). With regard to third parties, there is no cross-liability between sub-funds and each sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities reasonably attributable to it. The assets of a specific sub-fund are exclusively available to satisfy the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that sub-fund.

Art. 7. Form of shares. Shares are issued in no-par form and are fully paid-up.

All shares, whatever the sub-fund and class into which they fall, may be only issued in registered form in the name of the subscriber, evidenced by entry of the subscriber in the register of shareholders (the "Register"), in which case a registered share certificate may be provided at the express request of the shareholder. If a shareholder requires more than one registered certificate for his shares, the cost of additional certificates may be charged to him.

Shares will be issued in registered form only.

The Register shall be held by the Company or by one or several persons appointed to such effect by the Company. The entry in the Register must indicate the name of each holder of registered shares, their elected place of residence or domicile, the number of registered shares which they hold, and the amount paid on each of the shares. Any transfer of registered shares, whether inter vivos or causa mortis, shall be entered in the Register.

The transfer of registered shares shall be undertaken by submitting to the Company certificates representing such shares, together with all other transfer documents required by the Company or, if no certificates have been issued, by way of a written transfer declaration entered in the Register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents providing evidence of the required powers.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address shall also be entered in the Register.

In the event that a registered shareholder does not provide any address to the Company, mention may be made to this effect in the Register, and the address of the shareholder shall be deemed to be at the Registered Office of the Company or any other address which shall be fixed by the Company until such time as another address shall be supplied by the shareholder. The shareholder may at any time cause the address entered in the Register to be changed by way of written declaration sent to the Registered Office of the Company, or to any other address which may be stipulated by the Company.

Shares shall only be issued upon acceptance of subscription and receipt of the price payable in accordance with article 8 of the Articles of Incorporation.

Shares may be issued in fractions of shares up to one thousandth of a share, in single certificates or be represented by certificates representing several shares.

The rights relating to fractions of shares shall be exercised pro rata in relation to the fraction held by the shareholder, with the exception of the voting right, which may only be exercised in respect of a whole number of shares.

If a shareholder is able to show to the Company that his share certificate has been lost or destroyed, a duplicate may be issued upon his request under the conditions and subject to the guarantees which the Company shall specify, in particular in the form of an undertaking, without prejudice to any other form of guarantee which the Company may choose. From the time of issue of the new certificate, which shall bear an indication to the effect that it is a duplicate, the original certificate shall no longer have any value.

Damaged share certificates may be exchanged by the Company. Damaged certificates shall be submitted to the Company and cancelled immediately. The Company may at its discretion charge the shareholder the cost of the duplicate or the new certificate as well as all documented expenses incurred by the Company in relation to issue and entry in the register or to destruction of the old certificate.

The Company shall only recognize one holder per share. If there are several holders with regard to one share, the Company shall be entitled to suspend exercise of all rights attached thereto until such time as a single person has been designated as being owner of the share in question.

Art. 8. Issue of shares. Within each sub-fund, the Board of Directors is authorized, at any time and without limitation, to issue additional shares, fully paid-up, without reserving to the former shareholders any preferential subscription right.

If the Company offers shares for subscription, the price per share offered, irrespective of the sub-fund or class of security in which such share is issued, shall be equal to the Net Asset Value of such share as determined in accordance with article 12 of the Articles of Incorporation. Such price shall be increased by such commission, as the sales documentation for such shares shall stipulate. Any remuneration to agents involved in placement of the shares shall be included in such commission. The price thus determined shall be payable at the latest five working days after the date on which the applicable Net Asset Value shall have been determined.

Shares shall only be issued upon acceptance of subscription and receipt of the price in accordance with article 8 of the Articles of Incorporation. Following acceptance of the subscription and receipt of the price payable, the shares subscribed shall be allocated to the subscriber.

Subject to receipt of the full subscription price, delivery of the shares, if required, shall normally take place within two weeks.

The Board of Directors may elect in their absolute discretion to accept subscription payments from investors, either in whole or in part, in specie rather than in cash. In exercising their discretion, the Board of Directors will take into account the investment objective, investment policy and investment restrictions of the sub-fund and whether the proposed in specie assets comply with those criteria. The Company's auditor must prepare a special audit report confirming the value of any assets contributed in specie. The Board of Directors will procure that the central administration agent will use the same valuation procedures used in determining net asset value to determine the value to be attributed to the relevant securities to be accepted in payment of the subscription amount. Upon receipt of properly completed subscription materials, the central administration agent will allot the requisite number of shares in the normal manner. The Board of Directors reserves the right to decline to register any prospective shareholder until the subscriber has been able to prove title to the assets in question and make a valid transfer thereof. The subscriber will be responsible for all custody and other costs (including the cost of the special audit report by the external auditor of the Company) involved in the transfer of the relevant assets, unless the Board of Directors otherwise agree.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorized agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting subscriptions, redemptions or conversions and of paying or receiving payment of the price of the new shares to be issued or shares to be repurchased.

All new share subscriptions must be fully paid-up, failing which they shall be null and void, and the shares issued shall enjoy the same interest or dividends as the shares existing on the date of issue.

Art. 9. Redemption of shares. All shareholders shall be entitled to ask the Company at any time to repurchase all or part of the shares which they hold.

The redemption price of a share, depending on the sub-fund to which it belongs, shall be equal to its Net Asset Value as determined with regard to each class of share in accordance with article 12 of the Articles of Incorporation. The redemption price may be reduced by such redemption commission as the prospectus of the Company (the "Prospectus") shall specify.

In the event of significant redemption and/or conversion applications relating to one sub-fund, the Company reserves the right to process such redemptions at the redemption price determined further to selling of the requisite securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. A single net asset value as defined in article 12 of the Articles of Incorporation (the "Net Asset Value") shall be calculated for all

redemption or conversion applications presented at the same time. Such applications shall be treated on a priority basis over all other applications.

All redemption applications must be presented by the shareholder in writing to the Registered Office of the Company in Luxembourg or to another legal entity authorized with regard to the repurchase of shares. Applications must state the name of the investor, the sub-fund, the class, the number of securities or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorized agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the price of the shares to be repurchased.

The redemption price shall be paid at the latest five working days after the date on which the applicable Net Asset Value shall have been determined, or on the date on which the share certificates have been received by the Company, whichever date occurs later. All redemption applications shall be irrevocable except in the event of suspension of calculation of the Net Asset Value of shares.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the share certificate(s) in the due and proper form and the documents required in order to effect their transfer.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares (but subject to the consent of the shareholder) in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of the relevant Sub-Fund equal in value to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Sub-Fund and the valuation used shall be confirmed by a special report by the Company's auditor.

Shares repurchased by the Company shall be cancelled.

Art. 10. Conversion of shares. Shareholders are entitled, at any time except when a sub-fund is suspended, to convert their investments in one sub-fund's class into another class within the same sub-fund or another sub-fund, provided that the shareholder satisfies all conditions applicable to investment in the subsequent class including, but not limited to, satisfying any minimum investment requirement, providing information evidencing that they qualify as an eligible investor, that the fee structure of the class is suitable, and satisfying any applicable conversion charges that may apply, as some distributors may impose a charge on each conversion of shares acquired through them.

Conversion shall be based on the Net Asset Values of the class(es) or share of the sub-funds in question on the first common Valuation Date following the date of receipt of the conversion applications and taking account as appropriate of the exchange rate in force between the currencies of the two sub-funds on the Valuation Date. The Board of Directors may impose such restrictions as it shall deem necessary on the frequency of conversions and it may render conversions subject to payment of costs, the amount of which it shall determine on a reasonable basis.

All conversion applications must be presented by the shareholder in writing to the Registered Office or to another legal entity authorized with regard to the conversion of shares. The application must state the name of the investor, the sub-fund and the class of share held, the number of shares or the amount to be converted, as well as the sub-fund and the class of share to be obtained in exchange. It must be accompanied by any share certificates issued. If registered share certificates have been issued for the shares in their original class, the new certificates shall not be prepared until the old certificates have been returned to the Company.

The Board of Directors may decide to allocate fractions of shares produced by the conversion, or to pay the cash amounts corresponding to such fractions to the shareholders having requested conversion. The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorized agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting conversions and of paying fractions of shares.

Shares, which have been converted into other shares, shall be cancelled.

Art. 11. Restrictions on share ownership. The Company may impose or relax such restrictions on any shares or sub-funds (other than any restriction on transfer of shares, but including the requirement that shares be issued only in registered form), but not necessarily on all shares within the same sub-fund, as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares or no shares of any sub-fund in the Company are acquired or held by or on behalf of

- (a) a person in breach of the laws or requirements of any country or governmental authority or
- (b) any person whose circumstances, in the view of the Board of Directors, may lead the Company to incur taxes or other financial disadvantages which it would otherwise not have incurred notably a U.S Person as defined in the Prospectus (a "U.S. Person").

For such purpose:

(1) The Company may refuse to issue shares or register the transfer of shares when it appears that such issue or transfer would or could lead to allocation of ownership of the share to a person who is precluded from holding shares in the Company (a "Precluded Person").

(2) The Company may ask any person included in the Register or any other person who applies to have a share transfer registered to provide it with all information and certificates which it deems necessary, where appropriate supported by an

affidavit, with a view to determining whether such shares belong or will belong in terms of actual ownership to a Precluded Person.

(3) The Company may effect compulsory repurchase if it appears that a Precluded Person, either singly or together with other persons, is a holder of shares in the Company. In such event, the following procedure shall be applied:

(a) The Company shall send a letter of notice (hereinafter referred to as “the Redemption Notice”) to the shareholder holding the shares or appearing in the Register as being the owner of the shares; the Redemption Notice shall specify the shares to be repurchased, the redemption price to be paid and the place where such price shall be payable. The Redemption Notice may be sent to the shareholder by registered letter addressed to his last known address or that entered in the Register. The shareholder in question shall be obliged to return the certificate(s) representing the shares specified in the Redemption Notice without delay.

From the time of close of business on the day specified in the Redemption Notice, the shareholder in question shall cease to be owner of the shares specified in the Redemption Notice; his name shall be deleted from the Register;

(b) The price at which the shares specified in the Redemption Notice shall be repurchased (“the Redemption Price”) shall be equal to the Net Asset Value of the shares of the Company immediately preceding the Redemption Notice. With effect from the date of the Redemption Notice, the shareholder in question shall lose all rights as a shareholder.

Payment shall be effected in the currency determined by the Board of Directors. The price shall be lodged by the Company with a bank, in Luxembourg or elsewhere, specified in the Redemption Notice, which shall transmit the same to the shareholder in question in return for submission of the certificate(s) indicated in the Redemption Notice. Following payment of the price under such terms and conditions, no person having an interest in the shares indicated in the Redemption Notice may assert any right regarding such shares nor may they instigate any action against the Company and its assets other than the right of the shareholder appearing as the owner of the shares to receive the price deposited (excluding interest) at the bank in return for submission of the certificates.

(c) Exercise by the Company of the powers conferred under the present article may under no circumstances be called into question or invalidated on the grounds that there is insufficient proof of ownership of shares by a particular person, or that a share belonged to a person other than the person cited by the Company when sending the Redemption Notice, on the sole condition that the Company shall exercise its powers in good faith.

At any General Meeting of Shareholders, the Company may deny voting rights to any Precluded Person and any shareholder having received a Redemption Notice in respect of his shares.

In addition to the foregoing, the Board of Directors may restrict the issue and transfer of shares of a sub-fund to institutional investors within the meaning of articles 174, 175 and 176 of the Law of 2010 (“Institutional Investors”). The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a sub-fund reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that such a holder of shares is not an Institutional Investor, the Board of Directors will switch the relevant shares into shares of a sub-fund which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a sub-fund with similar characteristics) or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this article 11. The Board of Directors will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse to enter any transfer of shares into the register of shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a sub-fund restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a sub-fund restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant sub-fund and the Company’s agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The Company may further cause shares to be redeemed if such shares are held by/or for the account and/or on behalf of (i) a person that does not provide the necessary information requested by the Company in order to comply with legal and regulatory rules such as but not limited to the Foreign Account Tax Compliance Act provisions or (ii) a person who is deemed to cause potential financial risk for the Company.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value of shares. The Net Asset Value of a share, irrespective of the sub-fund and class for which it is issued, shall be determined in the currency chosen by the Board of Directors by way of a figure obtained by dividing on the Valuation Date - defined at article 13 of the Articles of Incorporation - the net assets of the share class by the number of its shares outstanding at such time.

Valuation of the net assets of the various sub-funds shall be undertaken as follows:

The net assets of the Company shall be formed by the assets of the Company as defined below, less the liabilities of the Company as defined below, on the Valuation Date on which the Net Asset Value of the shares is determined.

(1) The assets of the Company comprise the following:

a) All cash in hand or held at banks, including interest accrued and not paid;

b) All bills and notes payable at sight and accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;

c) All securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and transferable securities which are the property of the Company;

d) All dividends and distributions due to the Company in cash or securities in so far as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may however make adjustments in view of fluctuations in the market value of transferable securities on the basis of operations such as ex dividend and ex rights trading);

e) All interest accrued and not paid produced by the securities which are the property of the Company, unless however such interest is included in the principal amount of such securities;

f) The costs of incorporation of the Company in so far as they have not been amortized;

g) All other assets, whatever the nature thereof, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) The value of cash in hand or held at banks, of bills and notes payable at sight and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest announced or due for payment and not yet collected is formed by the nominal value of such assets, unless however it appears unlikely that such value can be collected; in the latter instance, the value shall be determined by deducting such amount as the Company shall consider appropriate with a view to reflecting the real value of such assets;

b) The value of all transferable securities and money-market instruments which are listed or traded on a stock-exchange shall be determined according to the last available price;

c) The value of all transferable securities and money market instruments which are traded on another regulated market functioning regularly, recognized and open to the public, shall be determined according to the last available price;

d) Money-market instruments and fixed-income securities may be valued on the basis of the amortized cost, a method which consists, following purchase, in taking into account constant amortization in order to reach the redemption price at maturity of the security;

e) The value of the securities representing any undertaking for collective investment shall be determined in accordance with the last official Net Asset Value per unit or according to the last estimated Net Asset Value if the latter is more recent than the official Net Asset Value, provided that the Company has the assurance that the method of valuation used for such estimation is coherent with that used for official calculation of Net Asset Value;

f) In so far as the transferable securities in the portfolio on the Valuation Date are neither listed or traded either on a stock exchange or on another regulated market, functioning regularly, recognized and open to the public, or in the event that, with regard to securities listed and traded on a stock exchange or on such other market, the price determined pursuant to paragraphs b) and c) shall not be representative of the real value of such transferable securities, valuation shall be based on the probable realization value which shall be estimated prudently and in good faith;

g) Values expressed in a currency other than that of the respective sub-funds shall be converted at the last mean rate known.

The Board of Directors may, in its absolute discretion, use different valuation methods than those set out above. In any case, the valuation methods will be disclosed in the Prospectus.

(2) The liabilities of the Company comprise the following:

a) All loans, bills outstanding and accounts payable;

b) All administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the custodian bank, representatives and agents of the Company;

c) All known obligations, whether outstanding or not yet payable, including all contractual obligations due which relate to payments either in cash or in kind, including the amount of the dividends announced by the Company but not yet paid, when the Valuation Date coincides with the date on which determination of the person entitled thereto is undertaken;

d) An appropriate provision for tax on capital and income, accrued to the Valuation Date and fixed by the Board of Directors, and other provisions authorized or approved by the Board of Directors;

e) All other obligations of the Company, whatever the nature thereof, with the exception of the liabilities represented by the Company's own funds. With regard to valuation of the amount of such liabilities, the Company may take account of administrative and other expenses which are regular or periodic in nature by way of an estimate for the year or any other period, allocating the amount pro rata over the fractions of such period.

(3) The net assets attributable to all the shares in a sub-fund shall be formed by the assets of the sub-fund less the liabilities of the sub-fund at close of business on the Valuation Date on which the Net Asset Value of the shares is determined.

If, within a given sub-fund, subscriptions or share redemptions take place in respect of shares of a specific class, the net assets of the sub-fund attributable to all the shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions.

(4) The Board of Directors shall establish for each sub-fund a body of assets which shall be allocated in the manner stipulated below to the shares issued in respect of the sub-fund and the class in question in accordance with the provisions of the present article. For this purpose:

a) The proceeds resulting from the issue of shares pertaining to a given sub-fund shall be allocated in the books of the Company to such sub-fund, and the assets, liabilities, income and expenses relating to such sub-fund shall be attributed to such sub-fund.

b) Where an asset derives from another asset, such latter asset shall be attributed, in the books of the Company, to the same sub-fund as that to which the asset belongs from which it derives, and upon each revaluation of an asset, the increase or reduction in value shall be attributed to the sub-fund to which such asset belongs.

c) When the Company bears a liability which relates to an asset of a specific sub-fund or to an operation effected in connection with an asset of a specific sub-fund, such liability shall be attributed to the same sub-fund.

d) In the event that an asset or a liability of the Company cannot be attributed to a specific sub-fund, such asset or such liability shall be attributed to all the sub-funds pro rata according to the net values of the shares issued for each of the various sub-funds. The Company constitutes a single legal entity.

e) Following payment of dividends on dividend shares relating to a given sub-fund, the value of the net assets of such sub-fund attributable to such dividend shares shall be reduced by the amount of such dividends in accordance with the provisions contained at (6) below.

(5) For the requirements of this article:

a) Each share of the Company which is in the process of being redeemed pursuant to article 9 of the Articles of Incorporation shall be considered as a share which is issued and existing until the time of close of business on the Valuation Date applying to redemption of such share and the price thereof shall, with effect from the said Valuation Date and until such time as the price thereof is paid, be considered as a liability of the Company;

b) Each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be treated as being issued with effect from close of business on the Valuation Date during which its issue price has been determined, and the price thereof shall be treated as an amount due to the Company until the Company has received the same;

c) All investments, cash balances and other assets of the Company expressed other than in the respective currency of each sub-fund shall be valued taking account of the exchange rates in force on the date and at the time of determination of the Net Asset Value of the shares; and

d) On the Valuation Date, effect shall be given in so far as possible to any purchase or sale of transferable securities contracted by the Company.

(6) In so far as, and during any time when, among the shares corresponding to a specific sub-fund, shares of different classes shall have been issued and shall be in circulation, the value of the net assets of such sub-fund, established pursuant to the provisions at (1) to (5) of the present article, shall be apportioned over the whole of the shares of each class.

If, within a given sub-fund, share subscriptions or redemptions shall take place in respect of a class of share, the net assets of the sub-fund attributable to all shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions. At any given moment, the Net Asset Value of a share in a specific sub-fund or class shall be equal to the amount obtained by dividing the net assets of such sub-fund attributable to all shares of such class by the total number of shares of such class issued and in circulation at the time.

Art. 13. Frequency and temporary suspension of calculation of the net asset value of shares, issues, redemption and conversions of shares.

(1) Frequency of calculation of Net Asset Value

In each sub-fund, the Net Asset Value of shares, including the relevant issue price and redemption price, shall be determined periodically by the Company or by a third party appointed by the Company, on no account less than twice per month, and at a frequency as the Board of Directors shall decide (whereby each such day of calculation of the Net Asset Value of the assets shall be referred to in the Articles of Incorporation as a «Valuation Date»).

If a Valuation Date falls on a statutory public or bank holiday in Luxembourg, the Net Asset Value of the shares shall be determined on the Date as specified in the sales documentation.

(2) Temporary suspension of calculation of Net Asset Value.

Without prejudice to legal reasons, the Company may suspend calculation of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of its shares, either in a general manner or in respect of one or several sub-funds only, if the following circumstances shall arise:

- During all or part of any period in which any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial part of the portfolio of one or several sub-funds is listed shall be closed for a reason other than ordinary holiday periods or during which operations thereat are restricted or suspended;

- If there exists a situation of emergency following which the Company cannot access the assets of one or several sub-funds or value such assets;

- If the means of communication necessary for determining the price, the value of the assets or stock-exchange prices for one or several sub-funds under the conditions defined above at indent 1 shall be out of service;

- During any period when the Company is unable to repatriate funds with the aim of making payments on the redemption of shares of one or several sub-funds or during which transfers of funds involved in the sale or acquisition of investments

or payments due for the redemption of shares cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange;

- In the event of publication of a notice convening a General Meeting at which it will be proposed that the Company be wound up and liquidated;

- Following a decision to liquidate or to dissolve the Company or one or more sub-funds.

With regard to the sub-funds in question, the Company shall give notification of such suspension of calculation of the Net Asset Value to the shareholders seeking subscription, redemption or conversion of shares, whereby shareholders may cancel their instructions. The other shareholders shall be informed by way of a press notice. Suspension shall not have any effect on calculation either of Net Asset Value or on the issue, redemption or conversion of shares in the sub-funds not affected.

Section 3. Administration and monitoring of the Company

Art. 14. Directors. The Company shall be administered by a Board of Directors consisting of at least three members, who may or may not be shareholders. The directors shall be appointed by the General Meeting for a period not exceeding six (6) years. They may be re-appointed, and shall remain in office until such time as their successors shall have been elected.

Any director may be removed from office with or without cause or be replaced at any time by a decision of the General Meeting of Shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 15. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors must choose from among its members a chairman who must be a natural person (the "Chairman"). It may also appoint a vice-chairman and choose a secretary, who need not be a member of the Board. The Board of Directors shall meet upon being convened by the Chairman or, in place of the Chairman, by two directors, as often as the interests of the Company shall require, at the place indicated in the notice of the meeting. Meetings may be convened by any means, including verbal.

The Board of Directors may only validly deliberate and adopt resolutions if at least half its members are present or represented.

Any director may authorize one of his colleagues to represent him at a meeting of the Board of Directors and vote in his place on the points of the agenda, such authority to be given in writing, by fax, by e-mail or by any other means approved by the Board of Directors. One director may represent several of its colleagues.

Decisions shall be taken by a majority of votes. In the event of parity of votes, the person chairing the meeting shall have the casting vote.

The directors may cast their vote on matters on the agenda in writing, by fax or by e-mail or by any other means approved by the Board of Directors.

A resolution signed by all members of the Board of Directors shall have the same value as a decision taken at a meeting of the Board of Directors.

The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in minutes signed by the Chairman or, in his place, by the person who has chaired the meeting. Copies or extracts for production in court or elsewhere shall be signed by the Chairman or by two directors.

Art. 16. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors shall have the widest powers for the purpose of managing the business of the Company and in order to perform organizational and administrative acts falling within the scope of the Company's object, subject to compliance with the investment policy pursuant to article 4 of the Articles of Incorporation.

All acts which are not expressly reserved to the General Meeting by law or by the Articles of Incorporation shall fall within the sphere of authority of the Board of Directors. The Board of Directors, applying the principle of risk-spreading, shall have the power to determine the general orientation of the management and investment policy of the Company, as well as the courses of action to be followed in administration of the Company, subject to the investment restrictions provided under the law and regulations on undertakings for collective investment or those restrictions specified by the Board of Directors regarding the investments of the Company. The Company may, with regard to each sub-fund and within the framework of the aforementioned restrictions, invest in instruments as defined under article 41 of the Law of 2010.

The Company may also, following the principle of risk diversification, invest up to 100% of net assets of one or several sub-funds in various issues of transferable securities and money-market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union (a "Member State"), by its public local authorities, by a member state of the OECD or by public international bodies of which one or several Member States is a member, provided that such sub-fund(s) shall hold securities pertaining to at least six different issues, whereby the securities relating to a single issue may not exceed 30% of the total amount.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law of 2010 and/or

financial derivative instruments dealt in over-the-counter markets; provided, that, among others, the underlying instrument consists of instruments covered by article 41 (1) of the Law of 2010, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors may decide that investments of a sub-fund of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law of 2010 provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on the Company's behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of shares at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of article 48 of the Law of 2010 do not apply.

The Board of Directors can decide that a sub-fund may subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more other sub-funds without the Company being subject to the requirements of the law of 10 August 1915 relating to commercial companies as amended (the "Law of 1915") with respect to the subscription, acquisition and/or the holding of its own shares, under the conditions set out under article 181 (8) of the Law of 2010.

Art. 17. Commitment of the Company in relation to third parties. In relation to third parties, the Company shall be validly bound by way of the joint signature of any two directors or by the single signature of any person to whom such powers of signature shall have been delegated by the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of powers. The Board of Directors may delegate the powers relating to daily management of the business of the Company either to one or several directors or to one or several other agents who need not be shareholders of the Company, subject to compliance with the provisions of article 60 of the "Law of 1915".

Art. 19. Personal interests of Directors. No contract or other transaction between the Company and other companies or firms shall be affected or invalidated by the fact that one or several directors or authorized agents of the Company shall have an interest therein or shall be a director, partner, authorized agent or employee thereof. A director or authorized agent of the Company who shall at the same time perform the function of director, partner, authorized agent or employee of another company or firm with which the Company shall contract or otherwise enter into business relations shall not on the basis of such membership of such company or firm be prevented from giving his opinion or from voting or acting with regard to all questions relating to such a contract or operation.

In the event that a director or authorized agent of the Company shall have a personal interest in an operation of the Company, he shall inform the Board of Directors thereof, and an indication of his declaration shall be made in the minutes of the meeting. He shall not give an opinion, neither shall he vote on such an operation. Such operation and the personal interest associated therewith shall be brought to the knowledge of the shareholders at the next General Meeting.

The term «personal interest» as used in the above paragraph shall not apply to relations or to any interests which may exist in any manner, in whatever capacity and on whatever basis, in relation to any company or legal entity which the Board of Directors may determine.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify all directors or authorized agents as well as their heirs, testamentary executors or legal administrators for the expenses reasonably incurred by them in relation to any action, procedure or process to which they are a party or in which they are involved due to the fact that they are or have been a director or authorized agent of the Company, or due to the fact that, at the request of the Company, they have been a director or authorized agent of another company in respect of which the Company is a shareholder or creditor, in so far as they are not entitled to be indemnified by such other entity, except regarding matters in which they shall subsequently be convicted in respect of serious negligence or misadministration within the framework of such action or procedure; in the event of out-of-court settlement, such indemnity shall only be granted if the Company is informed by its counsel that the person to be indemnified has not committed such dereliction of duty. The said right to indemnification shall not exclude any other individual rights held by such persons.

Section 4. General meetings

Art. 21. Representation. The General Meeting shall have the widest powers for the purpose of ordering, effecting or ratifying all acts relating to the operations of the Company.

Art. 22. Annual General Meeting. A General Meeting shall be convened by the Board of Directors annually (the "Annual General Meeting"). It may also be convened upon request by shareholders representing one tenth of the share capital.

The Annual General Meeting shall be held at the address of the Registered Office of the Fund or at such other place in the municipality of the Registered Office that shall be indicated in the convening notice, on the third Tuesday of the month of May each year at 10.00 a.m. If such day is a public holiday, the Annual General Meeting shall be held on the first bank business day thereafter. The Annual General Meeting may be held abroad if the Board of Directors shall determine on its own independent authority that exceptional circumstances shall so require.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Annual General Meeting may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Art. 23. Meetings held without prior convening. Whenever all shareholders are present or represented and they shall declare themselves to be duly convened and to have knowledge of the agenda submitted to them, a general meeting may take place without prior convening.

Art. 24. Votes. Each share, irrespective of the sub-fund to which it relates and irrespective of its Net Asset Value in the sub-fund for which it is issued, shall confer the right to one vote. Voting rights may only be exercised in respect of a whole number of shares.

The shareholders may arrange to be represented at General Meetings by proxies, who may be non-shareholders, by granting them written power of attorney.

The shareholders may vote also vote by means of a dated and duly completed form which must include the information set out herein. The Board of Directors may in its absolute discretion indicate in the convening notice that the form must include information in addition to the following information: the name of the Company; the name of the shareholder as it appears in the Register; the place, date and time of the meeting; the agenda of the meeting; and an indication as to how the shareholder has voted.

In order for the votes expressed by such form to be taken into consideration for the determination of the quorum, the form must be received by the Company or its appointed agent at least three (3) business days before the meeting or any other period as may be indicated in the convening notice by the Board of Directors.

If so decided by the Board of Directors at its discretion and disclosed in the convening notice for the relevant meeting, shareholders may take part in a meeting by way of videoconference or by any other means of telecommunication which allow them to be properly identified and in such case will be considered as present for the quorum and majority determination.

The Board of Directors may determine all other conditions to be fulfilled by the shareholders in order that they may participate in General Meetings.

Art. 25. Quorum and conditions of majority. The General Meeting shall conduct its proceedings in accordance with the terms of the Law of 1915.

In so far as not otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, the decisions of the General Meeting shall be adopted by a simple majority of votes of the shareholders present and voting.

The quorum for a General Meeting shall be set by the Board of Directors on the date of record which shall be eight (8) days before the General Meeting.

Section 5. Financial year - Approbation of profit

Art. 26. Financial year and money of account. The financial year shall commence on the first January of each year and end on the thirty-first December of the same year. The money of account is the US dollar.

Art. 27. Approval of annual profit. For each sub-fund, the General Meeting, upon a proposal of the Board of Directors, shall determine the amount of dividends to be distributed in respect of dividend shares, within the limits set out in the Law of 2010.

The proportion of income and capital gains attributable to non-distribution shares shall be capitalized.

In all sub-funds, interim dividends may be declared and paid by the Board of Directors in respect of distribution shares, subject to compliance with the applicable statutory terms and conditions.

Dividends may be paid in the currency chosen by the Board of Directors, at the time and place which it shall specify and at the exchange rate applying on the date of payment. Any dividend declared which shall not have been claimed by its beneficiary within five years with effect from allocation thereof may no longer be claimed and shall revert to the Company. No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and retained by the latter for collection by the beneficiary.

Art. 28. Costs to be borne by the Company. The Company shall bear all of its operating costs, in particular the following:

- The fees and reimbursement of costs of the Board of Directors;
- Remuneration of the management company, the investment managers, investment advisors, the advisors, the custodian bank, the central administration agent, agents entrusted with financial services, paying agents, the auditor, legal advisors of the Company as well as other advisors or agents whose services the Company may have reason to use;
- Brokerage fees;
- The costs of preparing, printing and distributing the Prospectus, the annual and half-year reports;
- The printing of share certificates;
- The costs and expenses incurred in connection with formation of the Company;
- The taxes, levies and government duties relating to its operations;

- The fees and expenses linked to registration and maintenance of registration of the Company with government bodies and stock exchanges in Luxembourg and abroad;
- The costs of publication of Net Asset Value and subscription and redemption prices;
- The costs in relation to marketing of the shares of the Company.

The Company constitutes a single legal entity. The assets of a particular sub-fund shall only be liable for the debts, liabilities and obligations relating to such sub-fund. Costs which are not directly attributable to a sub-fund shall be allocated across all the sub-funds pro rata in relation to the net assets of each and shall be applied against the income of the sub-funds in the first instance.

If the launch of a sub-fund occurs after the launch date of the Company, the costs of formation in relation to launch of the new sub-fund shall be charged to such sub-fund alone and may be amortized over a maximum of five years with effect from the sub-fund's launch date.

Section 6. Liquidation of the Company

Art. 29. Term, Liquidation, Merger and Division. If the Company's share capital falls below two-thirds of the minimum capital required by law, the Board of Directors must refer the matter of the dissolution to a General Meeting, deliberating without any quorum and deciding by a simple majority of the shares represented at the meeting. If the Company's share capital is less than a quarter of the minimum capital required by law, the Board of Directors must refer the matter of dissolution of the Company to a General Meeting, deliberating without any quorum; the dissolution may be decided by shareholders holding a quarter of the shares represented at the meeting. In the event of a dissolution of the Company, liquidation must be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting effecting such dissolution and which shall determine the liquidator(s)'s powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class (within each sub-fund) will be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class of each sub-fund in proportion to the number of shares held by each the holder in such category of such class.

The liquidation must be completed, in principle, within a period of nine (9) months from the date of the decision relating to the liquidation. Where the liquidation of the Company cannot be fully completed within nine (9) months, a written request for exemption shall be submitted to the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF") detailing the reasons why the liquidation cannot be completed.

As soon as it has been determined that the liquidation of the Company is complete, whether this decision is taken before the nine (9) month period has expired or at a later date, any residual funds not claimed by shareholders prior to the completion of the liquidation shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

A sub-fund or a class may be terminated by resolution of the Board of Directors if (i) the Net Asset Value of a sub-fund or a class is below such amount as determined by the Board of Directors; (ii) in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies; or (iii) if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a sub-fund or a class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a sub-fund or a class should be terminated. In such event, the assets of the sub-fund will be realized, the liabilities discharged and the net proceeds of realization distributed to shareholders in proportion to their holding of shares in that sub-fund or class against such evidence of discharge as the Board of Directors may reasonably require.

Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. No shares shall be redeemed after the date of the decision to liquidate the sub-fund or a class.

The liquidation of a sub-fund or a class must be completed, in principle, within a period of nine (9) months from the date of decision of the Board of Directors relating to the liquidation. Where the liquidation of a sub-fund or a class cannot be fully completed within a period of nine (9) months, a written request for exemption shall be submitted to the CSSF detailing the reasons why the liquidation cannot be completed.

As soon as it has been determined that the liquidation of the sub-fund or class is complete, whether this decision is taken before the nine (9) month period has expired or at a later date, any residual funds not claimed by shareholders prior to the completion of the liquidation shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

The Company may be merged in accordance with the provisions of the Law of 2010. In the event the Company is involved in a merger as the surviving undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS"), the Board of Directors, in its sole discretion, will decide on the merger and the effective date thereof; in the event the Company is involved in a merger as the absorbed UCITS and thereafter ceases to exist, a general meeting of shareholders will be required to approve and decide on the effective date of such merger by a resolution adopted with no quorum requirement and at the simple majority of the votes validly cast at such meeting. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

The Board of Directors may resolve to proceed with a merger (within the meaning of the Law of 2010) of any sub-fund, either as receiving or absorbed sub-fund, with (i) another existing sub-fund within the Company or another sub-fund within another Luxembourg or foreign UCITS; or (ii) a new Luxembourg or foreign UCITS, and as appropriate, to re-designate the shares of the sub-fund concerned as shares of the new sub-fund or of the new UCITS as applicable. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

A class may merge with one or more other classes by resolution of the Board of Directors if the Net Asset Value of a class is below such amount as determined by the Board of Directors or in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a class should be merged. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. Each shareholder of the relevant class shall be given the option, within a period to be determined by the Board of Directors (but not being less than one (1) month, unless otherwise authorised by the regulatory authorities, and specified in said notice), to request free of any redemption charge either the repurchase of its shares or the exchange of its shares against shares of any class not concerned by the merger. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

A class may be contributed to another investment fund by resolution of the Board of Directors in the event of special circumstances beyond its control, such as political, economic, or military emergencies, or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of shareholders, that a class should be contributed to another fund. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. Each shareholder of the relevant class shall be given the option within a period to be determined by the Board of Directors (but not being less than one month, unless otherwise authorised by the regulatory authorities, and specified in said notice) and specified in said notices, to request, free of any redemption charge, the repurchase of its shares. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due. Where the holding of units in another undertaking for collective investment does not confer voting rights, the contribution will be binding only on shareholders of the relevant class who expressly agree to the contribution.

If the Board of Directors determines that it is in the interests of the shareholders of the relevant sub-fund or class or that a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one sub-fund or class, by means of a division into two or more sub-funds or classes, may take place. Shareholders shall be notified of any decision made pursuant to this paragraph as required. The notification will also contain information regarding the new sub-funds or classes. The notification will be made at least one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request the sale of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more sub-funds or classes becomes effective. Any applicable contingent deferred sales charges are not to be considered as redemption charges and shall therefore be due.

Section 6. Distributor(s) - Custodian - Investment manager - Auditor

Art. 30. Distributor(s). The Board of Directors may permit any company or other person appointed for the purpose of distributing shares of the Company to charge any applicant for shares a sales commission of such amount as such company or other person may determine but not exceeding 5% of the amount which the relevant applicant may decide to invest in shares and such company may differentiate between applicants as to the amount of such sales commission (within the permitted limit); the Company may not pay from its own assets any brokerage or commission to agents in relation to the issue or sale of shares.

Art. 31. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law of 2010 (the “Custodian”). All securities, cash and other assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume, in its role as Custodian to the Company and its shareholders, the responsibilities provided by law.

In the event that the Custodian provides notice of its intent to resign, the Board of Directors shall use its best efforts to find within two (2) months a corporation to act as custodian and, upon doing so, the Board of Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 32. Investment manager. The Company or its management company authorised under chapter 15 of the Law of 2010, as applicable, shall enter into investment management agreements with Ivy Investment Management Company or any affiliated or associated company thereof (the “Investment Manager(s)”) for the management of the assets of the Company and assistance with respect to its portfolio selection. The Board of Directors may authorise the Investment Manager (s) to delegate from time to time the power to implement the investment policy and manage the assets of the Company. In the event of termination of said agreements in any manner whatsoever, the Company will, if applicable, change its name forthwith upon the request of any Investment Manager(s) to another name not resembling the one specified in article 1 hereof.

Art. 33. Auditor. Pursuant to the Law of 2010, all aspects concerning the assets of the Company shall be subject to the control of an independent auditor. Such auditor shall be appointed by the Annual General Meeting for a period ending on the date of the next Annual General Meeting of Shareholders and shall remain in office until a successor has been elected. The auditor may be replaced at any time, with or without cause, by the General Meeting of Shareholders.

Section 7. Amendment to the Articles of Incorporation - Applicable law

Art. 34. Amendment to the Articles of Incorporation. The Articles of Incorporation may be amended by a General Meeting subject to the conditions of quorum and majority required under Luxembourg law. Any amendment to the Articles of Incorporation affecting the rights attached to shares within a given sub-fund in relation to the rights attached to shares in other sub-funds, as well as any amendment to the Articles of Incorporation affecting the rights attached to the shares in one class of share in relation to the rights attached to the shares of another class of share shall be subject to the conditions of quorum and majority as provided at article 68 of the Law of 1915.

Art. 35. Applicable law. With regard to all the points not specified in the Articles of Incorporation, the parties shall refer and submit to the provisions of the Law of 1915 as well as the Law of 2010.”

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the Meeting, the Meeting was closed at

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

WHEREOF the present deed was drawn up in Mamer, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing parties, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing parties have signed together with Us, the notary, the present deed.

Signé: F. LEYNEN, A. MOULIN, C. BLEY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C. 2, le 26 juin 2015. 2LAC/2015/14285. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015113641/730.

(150122486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

T.C. Toitures S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-8279 Holzem, 28, route de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 196.878.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Tommy VIEIRA DA SILVA, couvreur, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 27 janvier 1987, demeurant au 2, rue Ueleschter L-7481 Tuntange (Grand-Duché de Luxembourg);

2) Monsieur Claudio SCALA, étancheur, né à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) le 18 mai 1965, demeurant au 67, rue Arend B-6791 Athus (Belgique); et

3) Monsieur Romain DEISKES, ingénieur-technicien en génie civile, né à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) le 6 mai 1954, demeurant professionnellement au 28, route de Capellen, L-8279 Holzem (Grand-Duché de Luxembourg), ici représenté par Monsieur Tommy VIEIRA DA SILVA, prénommé, en vertu d'une procuration donné sous seing privé.

Ladite procuration après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, es-qualités qu'ils agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «T.C. Toitures S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Mamer.

Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet l'exploitation d'une entreprise d'isolations thermiques, acoustiques et d'étanchéité.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille six cents euros (12.600.- EUR) représenté par cent (120) parts sociales d'une valeur nominale de cent cinq euros (105.- EUR) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit par une décision prise par la majorité des associés représentant le trois quart (3/4) du capital social, tel que prévue par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par la majorité des associés représentant au moins le trois-quarts (3/4) du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant le trois-quarts (3/4) du capital social des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente (30) jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances (i) par la signature du son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants par (ii) les signatures conjointes d'un gérant technique et d'un gérant administratif ou (iii) par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint (dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent vingt (120) parts sociales ont été souscrites comme suit:

Associés:

Parts sociales:

Monsieur Romain DEISKES	40 (quarante mille)
Monsieur Claudio SCALA	40 (quarante mille)
Monsieur Tommy VIEIRA DA SILVA	40 (quarante mille)
Total	120 (cent vingt mille)

Les souscripteurs déclarent et reconnaissent que chacune des parts sociales a été intégralement libérée en espèces de sorte que la somme de douze mille six cents euros (12.600.- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents (EUR 1.300,-).

Résolutions des associés

Les associés prénommés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

1) Est appelé à la fonction de gérant technique, pour une durée limitée de trois (3) ans et avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts:

- Monsieur Romain DEISKES, ingénieur-technicien en génie civile, né à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) le 6 mai 1954, demeurant professionnellement au 28, route de Capellen, L-8279 Holzem (Grand-Duché de Luxembourg).

2) Sont appelés à la fonction de gérant administratif, pour une durée illimitée et avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts:

- Monsieur Claudio SCALA, étancheur, né à Esch/Alzette (Grand-Duché de Luxembourg) le 18 mai 1965, demeurant au 67, rue Arend, B-6791 Athus (Belgique); et

- Monsieur Tommy VIEIRA DA SILVA, couvreur, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) le 27 janvier 1987, demeurant au 2, rue Ueleschter, L-7481 Tuntange (Grand-Duché de Luxembourg).

3) Le siège social de la société est fixé au 28, route de Capellen, L8279 Holzem.

Avertissement

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. Vieira Da Silva, C. Scala et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 avril 2015. 2LAC/2015/8581. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074874/117.

(150084939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

REComm Sarl Mainz IFA3 SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 1A, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 158.855.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 11 mai 2015, les associés ont décidé de renouveler le mandat de «zugelassener Wirtschaftsprüfer» de KPMG Luxembourg, avec siège social au 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074811/14.

(150085103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Hayfin Opal Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 153.583.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société adoptées le 18 mai 2015

L'associé unique de la Société a décidé d'accepter les démissions de Abrielle Hara Rosenthal, Jennifer Glassman et Michel Warmerdam, de leurs fonctions de gérants de la Société avec effet au 18 mai 2015.

En conséquence de ces démissions, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Carmen IONESCU, gérant; et
- John MOLLOY, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HayFin Opal LuxCo 1 S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015074578/17.

(150084928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

China Designer Outlet Mall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 168.248.

The shareholders of the Company are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on July 27, 2015 at 10.00 a.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Perusal of the report of the supervisory auditor.
2. Approval of the annual accounts as of December 31, 2014.
3. Appropriation of results as of December 31, 2014.
4. Discharge to the Directors and to the supervisory auditor for the performance of their mandates during the related fiscal year.
5. Decision on the Company's dissolution according to article 100 of the amended Companies' law of August 10, 1915.
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015106366/18.

Orangefield (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.967.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2015

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Joep Bruins, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Onno Bouwmeister, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Martijn Leenaers, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Sean Murray, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 4 mai 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015074753/19.

(150085274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

KSB Finanz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 67.916.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 22.05.2015.

KSB Finanz S.A.

Signature

Référence de publication: 2015077047/12.

(150087234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Kekri, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 129.812.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue extraordinairement en date du 21 mai 2015

A été ré-élu commissaire aux comptes et réviseur d'entreprises agréé, ses mandats prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015, ARTEMIS AUDIT & ADVISORY, immatriculée sous le numéro B166716 et dont le siège social est au 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2015077031/13.

(150088165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Jupiter Merlin Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 139.274.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 29 June 2015 could not validly deliberate on the sole item on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Meeting") to be held on *31 July 2015* at 3.30 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of considering and voting upon the following resolution:

Agenda:

Sole Resolution

Amendment of the eleventh paragraph of article 14 of the articles of incorporation of the Company in order to permit the appointment of a management company authorized in another Member State under Directive 2009/65/EC.

Voting:

No quorum will be required and the sole resolution on the agenda will be carried if approved by a majority of two thirds of the votes cast.

Voting Arrangements:

Shareholders may vote in person or by proxy. Forms of proxy already received for the first extraordinary general meeting held on 29 June 2015, unless expressly revoked, will be valid at the Meeting of 31 July 2015.

Shareholders who are unable to attend the Meeting are kindly requested, if they have not done so for the first meeting of 29 June 2015, to return the proxy form (available at the registered office of the Company) duly completed, dated and signed no later than 5 p.m. (Luxembourg time) on Wednesday 29 July 2015 for the attention of Mr Grigore Bobina (fax + 352 46 26 85 825, email: Luxembourg.Company.Admin@jpmorgan.com) followed by the original sent by post marked for the attention of Mr Grigore Bobina, J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., European Bank & Business Center, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

By Order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2015098826/260/29.

Kenvinsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 143.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2015077037/11.

(150088566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Juman S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 178.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour: JUMAN S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015077021/14.

(150087537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

The Jupiter Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 110.737.

As the extraordinary general meeting of shareholders of the Company held on 29 June 2015 could not validly deliberate on the sole item on the agenda for lack of quorum, shareholders are hereby reconvened to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "Meeting") to be held on *31 July 2015* at 3.00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of considering and voting upon the following resolution:

Agenda:

Sole Resolution

Amendment of the eleventh paragraph of article 14 of the articles of incorporation of the Company in order to permit the appointment of a management company authorized in another Member State under Directive 2009/65/EC.

Voting:

No quorum will be required and the sole resolution on the agenda will be carried if approved by a majority of two thirds of the votes cast.

Voting Arrangements:

Shareholders may vote in person or by proxy. Forms of proxy already received for the first extraordinary general meeting held on 29 June 2015, unless expressly revoked, will be valid at the Meeting of 31 July 2015.

Shareholders who are unable to attend the Meeting are kindly requested, if they have not done so for the first meeting of 29 June 2015, to return the proxy form (available at the registered office of the Company) duly completed, dated and signed no later than 5 p.m. (Luxembourg time) on Wednesday 29 July 2015 for the attention of Mr Grigore Bobina (fax + 352 46 26 85 825, email: Luxembourg.Company.Admin@jpmorgan.com) followed by the original sent by post marked for the attention of Mr Grigore Bobina, J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A., European Bank & Business Center, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

By Order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2015098827/260/29.

Leudelange Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.537.

The shareholders of the Company are hereby convened to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the "General Meeting") to be held on *28 July 2015* at 2:00 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Change of the date of the annual general meeting of the Company and subsequent amendment of paragraph 2 of article 27 (AKTIONÄRSVERSAMMLUNGEN) of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:
"Die ordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg, am zweiten Freitag des Monats März um 09:30 Uhr statt. Falls an dem Tag der ordentlichen Aktionärsversammlung die Banken nicht geöffnet sind, wird die ordentliche Aktionärsversammlung am ersten darauf folgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die ordentliche Aktionärsversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern."
2. Miscellaneous.

The proposed restatement of the articles of incorporation of the Company is available at the registered office of the Company.

At the General Meeting, each share entitles to one vote. The majority at the General Meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) five days prior to the General Meeting (referred to as "record date"). The rights of the shareholders to attend the General Meeting and to exercise the voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held at the record date. The resolution to be adopted in the General Meeting amending the articles of incorporation of the Company can only be adopted in the General Meeting if at least (i) one half of the share capital is represented, and (ii) two-thirds of the votes expressed at the General Meeting are in favour of the resolution. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the articles of incorporation of the Company, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. The second meeting (i) shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital or commitments represented, and (ii) shall adopt decision by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant meeting.

If you cannot attend the General Meeting and if you want to be represented by the chairman of the General Meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail and/or e-mail at the latest five days prior to the General Meeting (i.e. 23 July 2015) to the attention of the company secretary at UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. 33 A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fax number +352 441010 6249 (e-mail: ol-ubsfsl-corporate-secretary@ubs.com). A proxy form may be obtained by simple request at the same address. Upon receipt of the proxy, the shares will be blocked until the day after the General Meeting. In case of another shareholders' meeting of the Company with the same agenda ("referred to as "adjourned general meeting"), the shares will remain blocked until the day after the adjourned general meeting, unless instructed otherwise by the shareholder (which will make the proxy invalid for an adjourned general meeting).

Shareholders, or their representatives, wishing to participate in the General Meeting in person are requested to notify the Company of their attendance at least five days prior to the General Meeting.

The proxy form will only be valid if it includes the shareholder's and his/her/its legal representative's first name, surname and number of shares held at the record date and official address and signature as well as voting instructions and is received in due time. Incomplete or erroneous proxy forms or proxy forms, which do not comply with the formalities described therein, will not be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015105487/50.